

# Pour un audit local

Damien Millet  
CADTM

[www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

[www.audit-citoyen.org](http://www.audit-citoyen.org)



# Menu du jour

- Les administrations locales
- Prêts structurés et prêts toxiques
- Le passage obligé de l'audit
- Le cas du Loiret



# Les administrations locales



# Dettes locales ?

- Dette des collectivités locales (communes, conseils généraux et régionaux)
- Dette des établissements publics de santé (hôpitaux)
- Dette des organismes de logement social (offices HLM)



# Montant des dettes locales

- Dette publique : 1700 milliards d'euros
- Dette locale : 276,8 milliards d'euros (16,5% dette publique), dont 160,6 milliards d'euros pour les collectivités territoriales (9,5% de la dette, mais 71,5% des investissements publics)



# Prêts structurés et prêts toxiques



# Les prêts structurés

- Définition : Prêts à taux variable, aux mensualités de remboursement moins importantes au départ, mais beaucoup plus risqués que les prêts à taux fixes ou variables classiques.



# Les prêts toxiques

- Nom d'un prêt structuré très risqué, quand le risque se concrétise
- Certains prêts structurés présentent un risque faible : formules basées sur des indices monétaires raisonnables (Euribor, Libor...), barrière simple, sans multiplicateur





# Types de prêts dans la dette locale

- Emprunts à taux fixe : 47%
- Emprunts à taux variable : 33%
- Emprunts structurés : 20%
- Pourquoi certains deviennent-ils toxiques?  
Car ces prêts étaient liés à des indices qui se sont révélés très volatils



# Un prêt structuré « de pente »

- Contrat « TOFIX FIXMS » de Dexia, cas de Gourdon dans le Lot, avec 3 phases :
- – pendant 2 ans, taux fixe de 3,84 %
- – pendant 15 ans, taux défini par
- [5,21 % – 5x (CMS EUR 30 ans – CMS EUR 2 ans)] si la différence entre le CMS EUR 30 ans et le CMS EUR 2 ans est négative, 3,84 % sinon
- – pendant 7 ans, taux fixe de 3,84 %.



# Un prêt structuré « de change »

- Contrat Helvetix de la Caisse d'Epargne, cas de Melun en 2007
- phase bonifiée : 4 ans à 2,74 %
- phase risquée :
- – si la parité entre l'euro et le franc suisse (EUR/CHF) est supérieure ou égale à 1,44, taux fixe de 2,74 %
- – sinon, taux de  $[2,74 \% + 0,6 \times (EUR/CHF \text{ au jour de souscription} - EUR/CHF)/(EUR/CHF)]$ .



# Comment il devient toxique

- EUR/CHF à la souscription : 1,615
- EUR/CHF au 1<sup>er</sup> mars 2012 : 1,205
- Taux à Melun :

$$2,74\% + 0,6 \times (1,615 - 1,205) / 1,205$$

$$= 2,74\% + 0,6 \times 0,34$$

$$= 2,74\% + 20,41\%$$

$$= 23,15\%.$$

# Un risque démesuré

- Action de la Banque de Suisse depuis septembre 2011 pour maintenir un taux  $> 1,20$
- Sans cela, taux au 10 août 2011 : 1,026
- Taux à Melun :

$$2,74\% + 0,6 \times (1,615 - 1,026) / 1,026$$

$$= 2,74\% + 0,6 \times 0,57$$

$$= 2,74\% + 34,44\%$$

$$= 37,18\%.$$

# Des effets désastreux

- A Thouaré-sur-Loire (44), 7500 habitants :
- - surcoût de 60 000 euros en 2010
- - surcoût de 290 000 euros en 2011.
- C'est l'équivalent de 9 emplois communaux. La mairie a refusé de payer.



# Les chiffres

- Total des prêts structurés aux acteurs locaux : 32,1 milliards d'euros au second semestre 2011, dont 23,3 pour les collectivités territoriales
- A risque : 18,8 milliards d'euros, dont 13,6 pour les collectivités territoriales
- Principales banques françaises: Dexia (70% des prêts structurés), BPCE (14%), Crédit agricole (9%), Société générale (6%)
- Banques étrangères impliquées : Royal Bank of Scotland, Depfa Bank, Deutsche Bank

# L'escalade

- Toxicité révélée par la crise
- Indices pour les emprunts les plus toxiques  
« absolument sans lien avec l'activité d'intérêt général des acteurs publics locaux »
- Très forte hausse des remboursements, donc nombre de collectivités ont accepté de restructurer leurs dette.
- Remplacement par des emprunts encore plus risqués.





# Les responsabilités

- N°1 : les banques
- Certaines communes n'avaient pas les moyens techniques de comprendre les risques
- Responsabilité des directeurs financiers et des élus des grandes collectivités locales en général
- Problème de contrôle de l'Etat (préfets, Trésor public, chambres régionales des comptes...), des cabinets de consultants privés et des agences de notation



# Les fautes des banques

- démarche agressive, même envers les petites communes
- obligation de conseil et d'information
- obligation de mise en garde, qui suppose que le banquier attire l'attention de son client sur les dangers potentiels d'une opération donnée
- escroquerie



# Les principales recommandations parlementaires

- interdiction des produits structurés ou dérivés avec multiplicateur
- mise en place d'un *capping* global
- débat annuel sur la stratégie financière et le pilotage pluriannuel de l'endettement
- introduction de nouvelles annexes sur les emprunts à destination des assemblées délibérantes
- obligation de provisionner les risques pris
- encadrement de la conclusion des contrats d'emprunt avant les échéances électorales



- extension du contrôle de légalité aux contrats de prêt
- rapport annuel au Parlement sur la dette locale
- inopposabilité du secret bancaire aux commissions d'enquête du Parlement
- solution globale qui ne repose ni sur la solidarité nationale, ni sur le traitement particulier des collectivités et établissements publics ayant pris les risques les plus inconsidérés, mais apurement rapide et généralisé des encours de prêts structurés



- structure *ad hoc* temporaire, pôle d'assistance et de transaction, qui pourra engager au nom des collectivités et établissements publics qui le souhaitent, « *un processus de renégociation, afin de trouver une formule permettant de convertir chaque type de prêt structuré en prêt classique, à taux fixe ou à taux variable* »
- à l'issue, « *il serait possible, au cas par cas, d'envisager une subvention d'équilibre de l'État afin de permettre le rétablissement du budget des plus petites collectivités* »



# Une dette illégitime ?

- *« s'il semblait impossible d'obtenir un effort substantiel des établissements prêteurs pour trouver une sortie raisonnable aux contrats de prêts structurés en cours, le législateur pourrait alors envisager de remettre en cause l'équilibre contractuel des emprunts existants »*



# Le passage obligé de l'audit



# L'idée de l'audit

- Rompre le tabou sur la question du remboursement de la dette publique
- Collectif pour un audit citoyen de la dette publique pour en déterminer la part illégitime et odieuse, au niveau national et au niveau local
- Impératif démocratique





# Pour l'annulation

- Acte unilatéral souverain fort
- Moratoire sans pénalités
- Cadre légal : interdiction de socialiser des dettes privées, obligation d'organiser un audit permanent avec participation citoyenne, imprescriptibilité des délits liés à l'endettement illégitime, règle d'or pour que les dépenses publiques qui permettent de garantir les droits humains fondamentaux soient incompressibles



# Changer de cap

- Juste redistribution de la richesse
- Lutte contre les paradis fiscaux
- Remettre au pas les marchés financiers : interdire la spéculation sur les titres de la dette publique, sur les monnaies, sur les aliments...
- Interdiction aux agences de notation de noter un Etat



- Transférer sous contrôle citoyen les banques au secteur public
- Socialiser les entreprises privatisées depuis 1980
- Abrogation des traités européens actuels et remplacement par des nouveaux, dans le cadre d'un véritable processus constituant démocratique



# L'exemple du Loiret



# Liste des collectivités du Loiret victimes des emprunts toxiques

Document ATTAC 45 / CADTM

Sources : [Libération](#) / [CGT CHAM](#)

Emprunteur local	Nom Emprunt	Montant total	Surcoût	Ratio	Date début	Date fin	Banque de contrepartie
Centre Hospitalier de l'Agglomération de Montargis (*)		2 218 307			01/10/2009	01/10/2020	
Centre Hospitalier Dezarnaulds de Gien	Activix Euribor - D	1 506 000	81 000	5,4%	15/08/2004	01/08/2019	Fortis
Centre Hospitalier Régional d'Orléans	Tiptop Libor USD	4 293 000	367 000	8,5%	25/10/2003	01/12/2016	Royal Bank of Scotland
Chatillon sur Loire	Tiptop Euribor	333 000	21 000	6,3%	03/04/2006	02/01/2015	Dexia Bank Belgique
Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire	Overtec	13 215 000	183 000	1,4%	15/01/2005	03/01/2022	Crédit Suisse
Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire	Top	4 218 000	408 000	9,7%	31/12/2004	02/01/2025	Deutsche Bank
Communauté de Communes Giennoises	Tofix Dual Fixe	2 550 000	849 000	33,3%	20/06/2007	02/11/2026	JP Morgan
Courtenay	Tiptop Libor USD	342 000	24 000	7,0%	02/06/2003	01/06/2018	BNP Paribas
Ferrières	Tiptop Euribor - D	720 000	58 000	8,1%	31/08/2007	01/10/2027	Dexia Bank Belgique
Fleury les Aubrais	Tiptop Libor USD	6 330 000	423 000	6,7%	01/12/2004	02/01/2030	Deutsche Bank
Gien	Fixia	3 376 000	274 000	8,1%	31/12/2007	03/01/2028	Barclays
Gien	Fixia	2 156 000	182 000	8,4%	20/12/2006	04/01/2027	Barclays
Guigneville	Tiptop Euribor - D	213 000	12 000	5,6%	10/04/2006	03/04/2045	Dexia Bank Belgique
Habitat Montargis Val de France	Tofix Dualys Flexi	5 250 000	2 105 000	40,1%	01/10/2007	01/10/2031	Goldman Sachs
La Ferté St Aubin	Tofix MS+	3 048 000	324 000	10,6%	15/02/2007	01/02/2027	BNP Paribas
Loury	Tiptop Euribor - D	1 364 000	73 000	5,4%	10/05/2005	03/02/2025	Dexia Bank Belgique
Malesherbes	Tiptop Euribor - D	1 529 000	226 000	14,8%	01/08/2008	01/04/2030	Dexia Bank Belgique
Malesherbes	Euribor B - D	207 000	0	0,0%	01/12/2005	02/12/2013	Dexia Bank Belgique
Neuville aux Bois	Digi Swiss Flexi	3 102 000	267 000	8,6%	01/01/2007	02/01/2037	JP Morgan
Neuville aux Bois	Tiptop Euribor - D	1 019 000	36 000	3,5%	01/02/2006	03/03/2036	Dexia Bank Belgique
Orléans	Tiptop Libor USD	4 000 000	26 000	0,7%	30/12/2003	01/03/2019	Royal Bank of Scotland
Orléans	Tiptop Libor USD	2 406 000	208 000	8,6%	15/05/2004	02/01/2017	BNP Paribas
Ormes	Tofixia	3 106 000	376 000	12,1%	02/06/2008	01/09/2027	Dexia Bank Belgique
Pithiviers	Tofix MS+	3 769 000	372 000	9,9%	30/04/2007	01/07/2026	JP Morgan
Pressigny les Pins	Tiptop Euribor	390 000	48 000	12,3%	03/04/2006	03/01/2028	Dexia Bank Belgique
Région Centre	Tiptop Euribor	2 714 000	141 000	5,2%	03/09/2007	01/09/2015	Dexia Bank Belgique
Saran	Tiptop Euribor	192 000	10 000	5,2%	03/04/2006	02/01/2013	Dexia Bank Belgique
Semoy	Tiptop Libor USD	315 000	22 000	7,0%	02/06/2003	01/06/2018	BNP Paribas
Service départemental d'incendie et de secours	Tiptop Euribor - D	1 225 000	8 000	0,7%	08/12/2004	02/05/2019	Dexia Bank Belgique
St Pryvé St Mesmin	Tofix Fixgbp 10	2 608 000	319 000	12,2%	01/01/2008	02/06/2031	Goldman Sachs
Trainou	Tiptop Euribor - D	1 216 000	107 000	8,8%	01/07/2008	02/05/2033	Dexia Bank Belgique
Villemandeur	Tofix Dual Fixe	2 831 000	747 000	26,4%	01/04/2007	01/04/2027	Royal Bank of Scotland

# CAC 45

- Création en février 2012
- Groupes de travail : « Analyse globale » et « Audit local »
- Début d'un audit local dans le Loiret et besoin de solliciter rencontres avec les élus
- Projet de délibération type à faire adopter largement



# Projet de délibération

- Le conseil ... :
- Affirme publiquement que sa politique d'endettement est mise exclusivement au service de l'amélioration des conditions de vie de tous ses concitoyens et rejette toute forme d'endettement à caractère spéculatif
- Décide de ne contracter que des prêts classiques à taux fixe ou à taux révisable, avec des marges et des conditions de sortie correctes



- Demande solennellement aux autorités de l'Etat de mettre en demeure les banques de transformer les prêts « toxiques » en prêts classiques, sans surcoût, sans soulte, sans allongement de durée et sans clause léonine ou abusive, les banques devant supporter la totalité des surcoûts que leurs produits ont générés pour les emprunteurs
- Demande à l'Etat de mettre en place un véritable service public de financement des collectivités locales
- Adopte le label « Collectivité pour un audit citoyen » initié par le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique, dont il approuve la démarche, pour lancer un vaste débat public sur la question.





cac



collectif pour un audit citoyen de la dette publique

